



Joseph Macé-Scaron

JOSPIN, PREMIERES FISSURES

« Certains pensent qu'ils ont une vision du monde, alors qu'ils n'ont qu'une idée fixe, au mieux un préjugé, qu'il soit politique ou religieux – bref, exactement ce qu'une conception du monde exclut. »

ARTHUR SCHNITZLER, *Relations et solitudes.*

Personne ne se risquerait, aujourd'hui, à contester l'existence d'une « méthode Jospin ». L'expression même est devenue un passage obligé pour tous nos éditorialistes. L'ennui est que ce savoir-faire ou ce faire-savoir, comme on voudra, entretient une idée fausse : celle de l'immobilisme du gouvernement socialiste.

En effet, chaque fois que le Premier ministre dresse un état de ses projets et un bilan de son action, comme il l'a fait encore le 29 septembre dernier, aux journées parlementaires du parti socia-

liste, l'opposition et les médias insistent, avec un bel ensemble, sur le contraste entre l'ampleur de ses chantiers et la modestie de ses réalisations.

La réalité est pourtant infiniment plus complexe. Immobile, Jospin ? Et s'il s'agissait plutôt d'un leurre qui lui permet de mieux réformer en profondeur la société française ? Certes, le chef du gouvernement n'oublie jamais de rappeler à ses ministres, lors des séminaires gouvernementaux, qu'il est là pour que « *les trains arrivent à l'heure* ». « *I do the job* » – blairophilie oblige – apparaît comme la phrase fétiche de toutes ses interventions. Les impatiences ? Il les mesure. Les mécontentements ? Il les connaît. Les accusations de reniement ? Il les conteste. Mais Lionel Jospin a bien un « *grand dessein* », comme disait autrefois Laurent Fabius. Cette réputation trompeuse d'immobilisme lui permet de porter en toute tranquillité son scalpel là où il a choisi d'opérer. C'est-à-dire, en priorité, sur le terrain sociétal. La mondialisation aidant, les marges d'intervention économique se sont rétrécies. Tandis que la contrainte internationale oblige à privatiser ou à limiter la redistribution, la pression sociale née de la crise interdit de diminuer de façon sensible les dépenses de l'Etat et les prélèvements obligatoires.

Les mesures inspirées du Front populaire, comme les lois sur les trente-cinq heures, sur les emplois jeunes ou sur l'exclusion, les projets annoncés sur le licenciement économique se heurtent aux engagements européens pris à Maastricht. Il faut parfois se heurter aux chômeurs, en leur refusant une augmentation de leurs indemnités. Il faut aussi tirer les conséquences de la faillite programmée des régimes actuels de retraite en ouvrant la porte à des « fonds partenariaux », non sans s'être, au préalable, fait couvrir par une commission d'experts. Il faut enfin prendre acte, face au problème de l'immigration, de ce que notre pays ne peut pas accueillir la misère du monde, tenir compte des angoisses de l'opinion en matière de sécurité et du besoin accru de justice dans les banlieues, voire en Corse.

Mais tout cela, qui éblouit par son pragmatisme, n'est rien d'autre que ce que nos voisins du Nord, MM. Palme, Kreisky et Brandt, ont appelé, en leur temps, le « *compromis social-démocrate* ». Lâcher du lest sur tous ces points évoqués n'est nullement porter atteinte au cœur du projet socialiste. Et le cœur de ce projet

Jospin,
premières
fissures

consiste à modifier de fond en comble les données institutionnelles, juridiques, sociales de notre vie politique, en procédant par petites touches chirurgicales, sans qu'il y paraisse dans le domaine largement ouvert aux initiatives du pouvoir, qui est l'espace infini des réformes de société.

Idéologie camouflée

La vérité du jospinisme, qui transparaît davantage dans les déclarations de certains ministres (Martine Aubry, Catherine Trautmann, Elisabeth Guigou...) que dans celles du chef du gouvernement, est que cette idéologie camouflée s'inscrit en droite ligne dans la tradition de la gauche égalitariste et communautariste dont les références sont Juin 1848, la Commune et Mai 1968. A l'inverse du mitterrandisme – une notion qui, avec le recul, apparaît de plus en plus floue –, le jospinisme s'applique patiemment à miner les structures sur lesquelles notre consensus républicain s'est, jusqu'à présent, appuyé.

C'est ainsi que la découverte par la gauche de la politique de la famille, légitimée jusqu'ici seulement par la protection des droits de la filiation et par la nécessité d'une action démographique, aura surtout servi à déplacer le quotient familial dans un sens égalitariste. C'est ainsi que, sous couvert de libérer les forces vives de la nation, la baisse annoncée de la masse globale des prélèvements obligatoires s'accompagne de l'intention de rendre la taxe d'habitation proportionnelle au revenu. Dans le même esprit, qui tend à multiplier les discriminations positives, la « lutte contre l'exclusion » ne se réclame plus seulement de la solidarité, mais vise à culpabiliser les « inclus », en remettant en cause le droit de propriété.

Loin de chercher à répondre au seul besoin de justice, la réforme projetée du parquet tend à substituer à notre modèle de la loi votée par le peuple le modèle de la norme dite par le juge, dont on vient d'observer les ravages aux Etats-Unis. Deux projets complèteraient le dispositif : le premier est l'intention de rendre constitutionnelle l'obligation de parité des hommes et des femmes dans la société ; le second est la décision de signer la charte du Conseil

Jospin,
premières
fissures

de l'Europe qui contraint les nations à soutenir les langues et les cultures de leurs minorités.

« Maîtriser », « réguler », « transformer » : ces mots courent comme un fil rouge dans le discours jospiniste. Ils tracent le cadre d'un « volontarisme réaliste ». En ce domaine, comme d'ailleurs sur d'autres questions de société, le Premier ministre n'est pas en phase avec ses collègues de la gauche européenne, qu'ils s'appellent Tony Blair ou Gerhard Schröder. Il est vrai qu'il n'a pas eu la chance de succéder à Margaret Thatcher ou à Helmut Kohl.

A juste titre, le socialisme français, seul de son espèce, est isolé en Europe. Lionel Jospin pour Blair et Schröder est un cousin éloigné, quelque peu embarrassant, auquel on préfère l'oncle d'Amérique, Bill Clinton. Si d'aventure certains socialistes au pouvoir sont tentés de regarder vers les expériences sociales-libérales, ils sont immédiatement rappelés à l'ordre par les rigoristes. Cette répartition des rôles permet à la gauche plurielle de contrôler à la fois le pouvoir et sa critique, de gouverner la société tout en s'opposant à celle-ci.

Le faux pas d'une majorité en habits d'Arlequin

Ils sont tous présents, le 10 octobre dernier, dans la salle à manger de Matignon : Lionel Jospin, mais aussi le premier secrétaire du PS, François Hollande, l'ectoplasmique président du groupe socialiste à l'Assemblée, Jean-Marc Ayrault, le ministre chargé des Relations avec le Parlement, Daniel Vaillant, et le ministre de la Justice, Elisabeth Guigou. Là, contrairement à ce qui a été écrit, l'accueil du Premier ministre sera glacial.

La bataille des fratries, baptisée au sein du groupe socialiste amendement « *frères, veaux, vaches, cochons, poulets* », en disait déjà long sur la frilosité des amis de Lionel Jospin. C'est que l'ambiguïté était au cœur même de leur démarche : reconnaître le couple homosexuel sans le dire, c'était bien la logique du choix fait dès l'origine. Option justifiable, sans doute. Mais option piégée qui devait forcément aboutir à la pantalonnade de l'Assemblée nationale.

Jospin,
premières
fissures

Les socialistes ont pu se consoler en décrétant que, après tout, cette « *péripétie* » (*sic*) aura eu le mérite de clarifier les choses et que désormais chacun voit bien ce qu'est le Pacs et à quoi il sert. Reste que le mal est fait : le rejet du pacte civil de solidarité est le premier grave faux pas de cette majorité en habits d'Arlequin. L'opinion, majoritairement favorable au projet, ne comprend pas qu'un texte présenté comme « *le plus important depuis la loi sur l'avortement* » soit repoussé en raison de l'amateurisme des troupes parlementaires socialistes. Parce qu'ils ont manqué sur le terrain d'élection du Premier ministre : les questions de société, les députés PS ont hypothéqué seize mois d'efforts gouvernementaux placés sous le signe du professionnalisme.

Cette lourde bévue tombe d'autant plus mal que Lionel Jospin doit faire face à de nombreuses autres difficultés : agressions dans les transports en commun, rackets dans les collèges, qui aggravent le sentiment d'insécurité et provoquent des grèves, et des mouvements sociaux de plus en plus durs. Fini pour le peuple de gauche le temps où l'on voulait d'abord expliquer et comprendre. Aujourd'hui, le projet se résume en deux mots : surveiller et punir. Délicate aussi est la gestion par le gouvernement du mouvement lycéen, qui rappelle de cruels souvenirs à Lionel Jospin : ceux des manifestations de 1990. Il était alors ministre de l'Education nationale, Allègre était son conseiller spécial et Schrameck, déjà son directeur de cabinet. On se souvient que cette agitation sporadique et désordonnée avait débouché sur un puissant mouvement qui s'était terminé dans le bureau du président de la République de l'époque, François Mitterrand.

Et comme un malheur ne vient jamais seul, la gauche plurielle a des états d'âme. Les socialistes reconnaissent d'ailleurs que c'est à Matignon plutôt que chez eux, rue de Solferino, que s'opère la régulation de la majorité plurielle. C'est dans ses fréquents contacts avec Dominique Voynet, Robert Hue et les dirigeants du MDC que Lionel Jospin réalise sa « synthèse ». On est loin, bien loin du congrès de Tours à l'envers rêvé autrefois par les partisans du conseiller général de Cintegabelle.

L'année 1999 offrira à Lionel Jospin son heure de vérité. Nul n'en doute. Pourra-t-il, en matière de chômage, aller au-delà de ce que la conjoncture et la croissance européenne lui accordent sans

LA POLITIQUE INTERIEURE

Jospin,
premières
fissures

qu'il y soit pour rien ? Le gouvernement croise les doigts pour que les 3 % de croissance soient au rendez-vous de l'an prochain. Ce n'est plus de la politique, c'est de la magie. Il compte sur la croissance, quand seul un réveil technologique peut nous sauver, comme cela a été le cas aux Etats-Unis.

On rétorquera qu'à l'heure où nous publions aucun sondage ne signale encore les fissures dans la banque socialiste, mais les chiffres ne sont pas indispensables. Il suffit de constater que la propagande déversée à longueur de chaînes prend de plus en plus mal.

Mais comment ne pas voir la rupture lente de l'alliance entre nos compatriotes et le jospinisme ? Ils sentent que l'on cherche à les entraîner dans une ronde baroque ; or, le temps des bals n'est pas arrivé. Lionel Jospin a peut-être confondu un climat général de résignation avec une atmosphère de consentement. On voulait faire confiance à un inconnu qui semblait habile et obstiné, mais dans les limites du bon sens. Ce sont elles que nous franchissons en cette fin d'automne.

Joseph Macé-Scaron